



NATIONS UNIES
DJIBOUTI

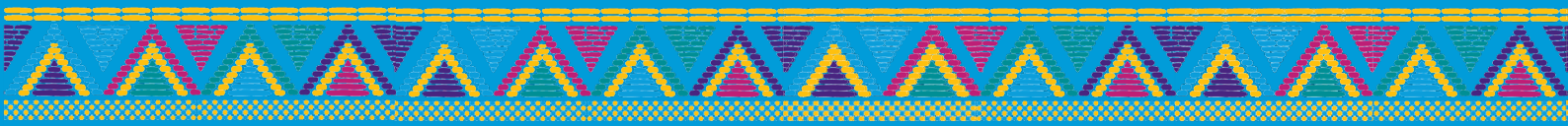


NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2023







NATIONS UNIES
DJIBOUTI



NATIONS UNIES À



DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2023

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	6
STATISTIQUES DE DJIBOUTI	8
ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI	10
PARTENAIRES PRINCIPAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT	11
I. DJIBOUTI EN 2023, ENTRE PROGRÈS ET DÉFIS	12
II. RÉSULTATS MAJEURS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI EN 2023	
2.1 OPPORTUNITÉS D'EMPLOI	15
2.2 ÉDUCATION, FORMATION & EMPLOYABILITÉ	18
2.3 SANTÉ, NUTRITION, EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT	23
2.4 PROTECTION SOCIALE	28
2.5 DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE DES RÉGIONS	32
2.6 RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS	34
2.7 PROTECTION DES GROUPES VULNÉRABLES	37
2.8 BONNE GOUVERNANCE	40
III. APERÇU FINANCIER	48
ACRONYMES	50



AVANT-PROPOS

J'ai le plaisir de partager avec vous le rapport des résultats de l'équipe pays des Nations Unies à Djibouti en 2023 pour atteindre les Objectives de Développement Durable. Les activités ont été mises en œuvre en étroite collaboration avec notre principal partenaire, le gouvernement de Djibouti, mais également avec différentes organisations de la société civile.

En 2023, la République de Djibouti a continué à exercer une influence positive dans la région, en poursuivant ses efforts et maintenant ses responsabilités de promotion de la paix et de la stabilité de la région de la Corne de l'Afrique.

Grâce à son rôle essentiel de hub logistique, Djibouti a soutenu les opérations, coordonnées par les Nations Unies, qui ont permis le transfert de pétrole du navire Safer immobilisé au large du Yémen, contribuant ainsi à éviter une catastrophe écologique et économique qui aurait potentiellement impacté toute la Mer Rouge.

Le pays a également soutenu et facilité les opérations d'évacuation de Khartoum dans les premiers jours de la crise, permettant ainsi de porter assistance à un grand nombre de personnes, parmi lesquelles de nombreux membres des Nations Unies ainsi que leurs dépendants. D'ailleurs, Djibouti, qui assure la présidence de l'IGAD, a depuis le début déployé tous les efforts pour promouvoir la paix au Soudan comme dans le reste de la région.

Par ailleurs, la République de Djibouti s'est imposée comme base logistique essentielle pour les opérations humanitaires pour la Corne de l'Afrique et pour le Yémen. En effet, le port de Djibouti a continué son expansion, avec l'incorporation de quatre portiques de grande capacité, confirmant le standard international de ses installations, qui lui permet notamment de jouer un rôle clé pour la sécurisation de la Mer Rouge.

Sur le volet des innovations, crucial pour le développement durable dans le pays, la République de Djibouti a continué son voyage vers un objectif de 100% d'énergie renouvelable, conformément à la Vision 2035 et aux Objectifs de Développement Durable, avec l'inauguration d'un parc éolien d'une capacité de 60 MW. Le pays a également lancé un nano satellite pour collecter des données sur l'impact des changements climatiques sur le Corne de l'Afrique et inauguré, avec l'appui des Nations Unies, un observatoire régional de recherche sur le changement climatique.

Les Nations Unies félicitent également la République de Djibouti pour la présentation de son rapport dans le cadre de l'Examen Périodique Universel sur la situation des droits humains. Le rapport a mis en avant les avancées notables réalisées dans le domaine des droits humains et Djibouti s'est engagé à mettre en œuvre une grande majorité des recommandations émises par les états.

Sur le plan de la riposte à la sécheresse, l'équipe des Nations Unies a poursuivi sa réponse humanitaire en apportant un appui à plus de 100.000 personnes parmi les populations les plus vulnérables affectées par la sécheresse, suite à l'appel lancé par le gouvernement en 2022.

Nous célébrons également l'inauguration du nouveau bureau de l'OIM à Dikhil, marquant ainsi la présence physique des Nations Unies dans 4 des 5 régions du pays. Bien que les Nations Unies travaillent depuis des années en étroite collaboration avec les autorités et les populations à travers le territoire djiboutien, l'ouverture d'un bureau permanent représente toujours une opportunité d'approfondir cette coopération et d'améliorer la coordination de notre équipe pays afin de continuer à accompagner le peuple et le gouvernement djiboutien pour un développement durable pour toutes et tous, sans laisser personne de côté.

Je saisis donc l'occasion ici pour remercier les bailleurs de fonds qui ont accordé leur confiance au système des Nations Unies une fois de plus cette année. Sans leur engagement, toutes les activités reportées ici n'auraient pas pu être complétées.

Je souhaite aussi remercier le gouvernement et les institutions djiboutiennes pour leur ouverture et les relations amicales dont ils font preuve dans le travail au quotidien envers les équipes des Nations Unies. Et finalement, mes remerciements les plus sincères vont au peuple Djiboutien pour son dynamisme, sa générosité et sa franche collaboration.

C'est grâce à cela que de grandes avancées ont pu être réalisées pour le développement durable et la stabilité du pays. Et les Nations Unies s'engagent à continuer de travailler main dans la main avec le gouvernement et le peuple Djiboutien pour combattre le chômage, diversifier l'économie, réduire l'écart entre les zones urbaines et rurales, gérer les migrations pour assurer l'épanouissement des migrants ainsi que les populations hôtes qui les hébergent, étendre les droits des femmes, et renforcer les mécanismes d'adaptation au changement climatique pour une résilience accrue des populations.

Ensemble, continuons à œuvrer pour atteindre les Objectifs de Développement Durable à Djibouti d'ici 2030 !



Jose Luis Barahona
Coordonnateur résident des Nations Unies à Djibouti



STATISTIQUES DE DJIBOUTI

ACCÈS AUX SERVICES



Environ **1 personne sur 4** n'a pas accès à une source d'énergie fiable



1 personne sur 10 n'a pas accès à l'eau potable



65% de la population se débarrasse des eaux usées dans la nature

Source : INSTAD (2022)

FEMMES EN POLITIQUE



26% de femmes parmi les députés siègent au Parlement

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS



En 2021, le flux d'IDE représentait **17,2%** de la formation brute de capital

Source : UNCTAD, World Investment Report 2022

ESPÉRANCE DE VIE ET PAUVRETÉ



Espérance de vie : **63,4 ans**



65,2 ans



61,7 ans



35,8 % de la population vit au-dessous du seuil national de pauvreté

Source : EDAM-4, INSTAD (2017)

ACCÈS AU DIGITAL




59% de la population utilise internet en 2020

Source : The World Bank Data



En 2021, **66,2%** des adolescents utilisent les réseaux sociaux dont **33,6%** chez les filles contre **32,6%** chez les garçons

MUTILATIONS GENITALES FÉMININES


 **21,2 %** des jeunes filles de la génération 2009-2019 ont subi des MGF comparé à **94,3 %** des femmes nées avant 1994

Source : Enquête nationale sur MGF (2019)

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE


 **132 000 personnes** font face à une situation d'insécurité alimentaire aigüe

Source : Analyse Insécurité Alimentaire IPC Djibouti (2022)

 **1 enfant sur 5** ayant moins de 5 ans a un retard de croissance, et plus de **2 enfants sur 5** en zone rurale

Source : Enquête SMART(2019)

ÉDUCATION


 **33,4 % des hommes** sont analphabètes, contre **47,1 % pour les femmes**

MORTALITÉ INFANTILE ET MATERNELLE

 **1 enfant sur 17** meurt avant d'avoir 1 an

 **1 femme sur 261** enceintes meurt en tentant d'accoucher


CHÔMAGE

 **86 %** des jeunes entre 15-24 ans sont au chômage


Source : Annuaire statistiques 2022

MIGRATION

 **222 560** mouvements migratoires ont été observés à Djibouti en 2022

 20%  80%

 **172 000 migrants** estimés ayant transité par Djibouti en entrant ou en sortant en 2022

 23%  77%

 **40 327 migrants** arrivés au Yémen en passant par Djibouti en 2022

 18%  82%

et **5 901 migrants** de retour du Yémen

 4%  98%

Source : OIM Djibouti

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI

L'Equipe pays des Nations unies (UNCT) à Djibouti est composée de 12 entités signataires du *Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2018-2022 (PNUAD)* étendu à 2024.

Elle compte aussi 12 autres entités onusiennes qui ont souhaité rejoindre l'UNCT ces dernières années

en raison de leur intérêt pour la mise en œuvre de programmes dans le pays.

L'UNCT est menée par le Coordonnateur résident qui assure la coordination générale des entités opérant dans le pays, avec l'appui de son bureau, et rend compte au Secrétaire Général des Nations Unies.



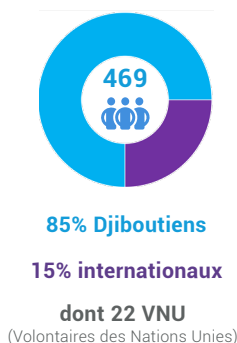
Entités résidentes (ou avec une présence physique à Djibouti)



Entités non résidentes



Présence et répartition du personnel dans le pays



L'ensemble du personnel de l'ONU soutient le gouvernement et le peuple de la République de Djibouti dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) afin de s'assurer que personne n'est laissé de côté à travers ce territoire avenant et pacifique de la Corne de l'Afrique.

PARTENAIRES PRINCIPAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT



Djibouti



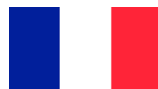
États-Unis
d'Amérique



Union
Européenne



Japon



France



Allemagne



Arabie
Saoudite



Norvège



Canada



Italie



Danemark



Royaume Uni



Suède



République de
Corée



Le Fonds
Mondial



Fonds Mondial
pour
l'Environnement



Banque
Africaine de
Développement



GAVI
The Vaccine
Alliance



Global
Partnership for
Education



King Salman
Humanitarian
Aid and Relief
Centre



Gates
Foundation



I. DJIBOUTI EN 2023, ENTRE PROGRÈS ET DÉFIS

Le pays démontre une résilience et une détermination impressionnantes dans sa quête de développement durable, malgré des chocs exogènes répétitifs. Les avancées en matière d'énergie renouvelable, de croissance économique et d'engagement international offrent une base solide pour le développement futur. Cependant, les défis liés à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, au chômage et à l'accès aux services de base nécessitent des efforts soutenus et des stratégies innovantes.

Progrès et opportunités

Djibouti a réalisé des progrès considérables dans divers domaines. L'inauguration de son premier parc éolien en 2023 marque un tournant décisif vers la production d'énergies renouvelables. Cette initiative s'inscrit dans une vision à long terme de durabilité énergétique et environnementale.

La croissance économique de Djibouti a été remarquablement soutenue, malgré les nombreuses crises internationales. Les investissements massifs dans la plateforme logistique ont joué un rôle moteur dans cette expansion économique, positionnant le pays comme un hub régional stratégique.

L'intégration des réfugiés constitue un autre point fort de la politique djiboutienne. En leur offrant l'accès à des services sociaux essentiels tels que l'éducation et la santé, Djibouti fait preuve d'une approche humanitaire exemplaire, améliorant significativement la qualité de vie de ces populations vulnérables. Le système de protection sociale, qui s'oriente désormais vers l'inclusion économique plus que l'assistanat, jouera un rôle important dans leur insertion.

Des efforts notables ont également été entrepris pour réformer le système judiciaire, visant à améliorer son accessibilité et son efficacité. Bien que des défis

persistent, ces initiatives démontrent une volonté de renforcer l'État de droit.

La gouvernance du pays s'améliore avec une représentation féminine accrue en politique. 26% des députés siégeant au Parlement sont des femmes, un pas important vers l'égalité des genres dans la prise de décision politique.

L'espérance de vie à Djibouti atteint désormais 63,6 ans (65,4 pour les femmes et 61,8 pour les hommes), reflétant des améliorations dans les soins de santé et les conditions de vie générales.

Défis persistants et opportunités d'amélioration

Malgré ces avancées significatives, Djibouti fait face à des défis importants qui nécessitent une attention continue. La pauvreté et les inégalités restent préoccupantes, avec 35,8% de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Ces difficultés affectent particulièrement les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les migrants et les réfugiés.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition demeurent des problèmes majeurs. Environ 24% de la population souffre d'insécurité alimentaire grave, exacerbée par des prix alimentaires élevés, une faible production alimentaire et des sécheresses récurrentes. Cette situation appelle à des interventions urgentes et structurelles.

Le chômage, particulièrement chez les jeunes et les femmes, reste un défi de taille. Le secteur informel prédomine, offrant des emplois précaires et mal rémunérés sans protection sociale adéquate. Cette situation souligne la nécessité de créer des emplois décents et durables, tout en renforçant la formation professionnelle.

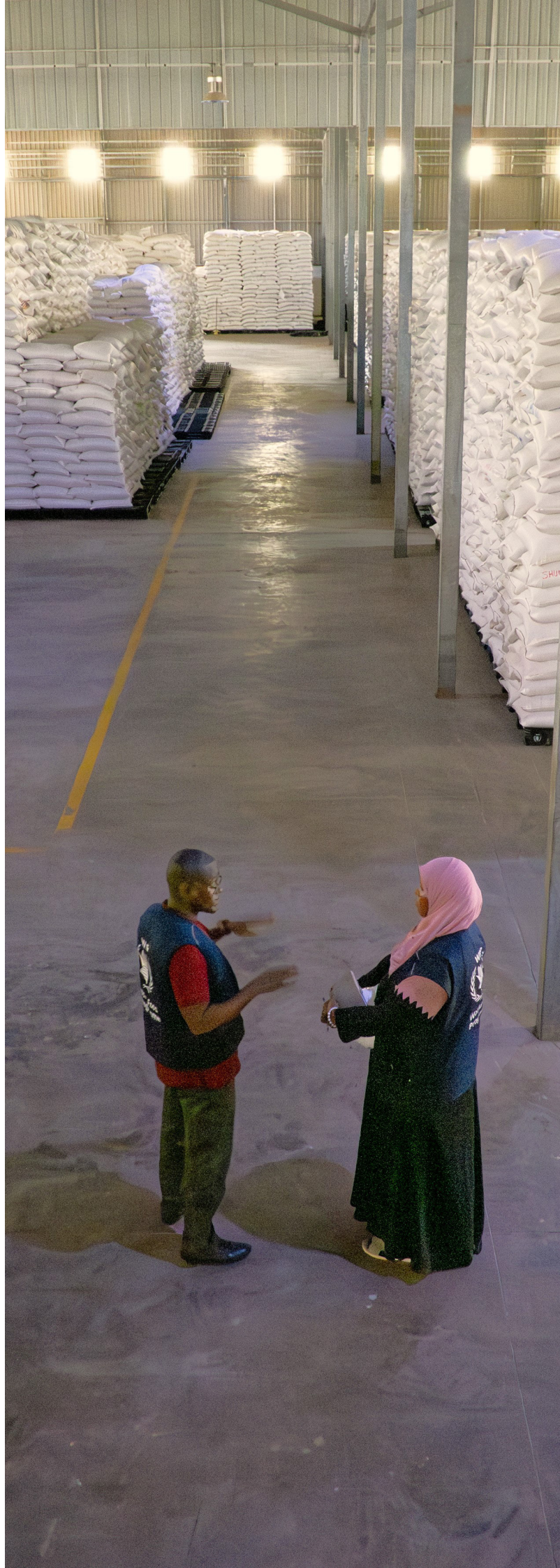
L'accès aux services de base, notamment à l'eau propre et à l'assainissement, demeure inégal, avec de grandes disparités entre les zones urbaines et rurales. Environ 10% de la population n'a pas accès à l'eau potable, et 65% n'a pas recours à des services d'assainissement adéquats, posant des risques sanitaires et environnementaux considérables.

La dégradation environnementale et les effets du changement climatique constituent des menaces sérieuses. Les sécheresses récurrentes, la dégradation des terres et la perte de biodiversité affectent non seulement la sécurité alimentaire et l'agriculture, mais aussi la santé et le bien-être général de la population. Plusieurs tremblements de terre ont aussi rappelé l'importance de la prévention des catastrophes naturelles.

Un défi particulièrement préoccupant concerne les coûts prohibitifs de l'électricité et de l'internet. Malgré les progrès dans l'accès à ces services essentiels, leurs coûts restent un obstacle majeur à une adoption généralisée. Le coût moyen de l'électricité est estimé à 0,28 USD/kWh, un tarif élevé qui pèse lourdement sur les ménages et les entreprises.

De même, le coût de l'internet mobile reste excessif, avec 2Go de données représentant 6,1% du revenu national brut mensuel par habitant. Ces tarifs élevés freinent l'adoption des technologies numériques, l'accès à l'énergie, et le pivot vers une diversification économique nécessaire pour une résilience économique et sociale du pays.

En s'attaquant à ces défis de manière holistique et inclusive, Djibouti peut tracer une voie vers un avenir plus prospère, équitable et durable pour tous ses citoyens.



A young man with a bright smile, wearing a light pink patterned button-down shirt over a peach-colored t-shirt, holds a large white sign with the text '#17Goals' in blue. He is standing in a sun-dappled outdoor area with lush green trees in the background. To his right, a woman in a green dress and a floral headscarf is partially visible. In the background, other people are walking, and there are blue banners with the text 'TEERS Djibouti'. A table in the foreground displays informational materials, including a red box for goal 12 'CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES' and a blue box for goal 16 'PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES'.

#17Goals

**II. RÉSULTATS MAJEURS
DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI
EN 2023**

2.1 Opportunités d'emploi

(Entités impliquées : OIM, PNUD, UNESCO, UNHCR)

En 2023, le Système des Nations Unies (SNU) a renforcé les capacités institutionnelles et appuyé le gouvernement de Djibouti dans l'élaboration de documents stratégiques tels que la Stratégie nationale de protection sociale non contributive, la Politique nationale de la jeunesse et de la culture, la Politique nationale du genre, l'institutionnalisation du genre et l'examen à mi-parcours de la Stratégie nationale du handicap. Ainsi, le pays est doté de cadres législatifs et stratégiques pour poursuivre l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Bien que le taux de chômage reste élevé, avec un taux de 47% pour les femmes et 34% pour les hommes, les initiatives des Nations Unies à Djibouti ont contribué à des améliorations locales significatives en matière d'emploi et de formation professionnelle en 2023. Ces initiatives montrent l'engagement des Nations Unies à améliorer

l'emploi et l'éducation à Djibouti, en se concentrant particulièrement sur les groupes vulnérables comme les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

Les Nations Unies ont appuyé le gouvernement de Djibouti pour mettre en œuvre la Stratégie nationale du handicap afin de permettre aux personnes handicapées de participer activement au développement durable de Djibouti. De ce fait, 50 institutions publiques et privées ont été sensibilisées aux métiers que peuvent exercer les personnes handicapées grâce à un outil de cartographie des métiers développé par le SNU.

Par ailleurs, les conditions de vie économique de dix jeunes, dont six en situation d'handicap, ont été améliorées en créant des cabines multiservices à partir d'anciennes cabines téléphoniques, en partenariat avec Djibouti Telecom. Pour renforcer





l'inclusion socio-économique et l'employabilité des personnes handicapées, 24 femmes ont été formées à la couture et ont reçu du matériel pour lancer des activités génératrices de revenus, et 21 unités de production gérées par des personnes handicapées ont été soutenues par les Nations Unies pour devenir des micros, petites et moyennes entreprises (MPME).

Les Nations Unies poursuivent également leur appui à la mise en œuvre des politiques du ministère de la femme et de la famille en matière d'intégration du genre. Le programme conjoint intitulé « Appui à l'autonomisation de la femme et à la protection des droits des femmes et des filles » financé par l'Union Européenne a ainsi permis à 8 206 femmes vivant aussi bien en zones urbaines que rurales d'acquérir des

compétences de base en alphabétisation et à plus de 50 jeunes filles issues des zones rurales d'être formées à l'entrepreneuriat et d'avoir accès à des fonds de démarrage. Par ailleurs, 950 filles et jeunes femmes ont bénéficié de programmes de formation professionnelle, parmi lesquelles 165 ont suivi des cours dans des domaines dits 'non traditionnels' tels que la conduite, la construction et la logistique.

Les centres d'autonomisation de femmes dans les cinq régions du pays ont été réhabilités et plus de 250 filles et femmes ont eu accès aux services de conseillers afin d'entamer leur processus d'autonomisation économique. Une réalisation majeure a été la tenue d'une foire commerciale qui a permis à 35 femmes issues de six coopératives d'augmenter leurs chiffres d'affaires annuels de plus de 50% et de promouvoir leurs produits « fabriqués à Djibouti ».

Une autre priorité du SNU a été d'appuyer les initiatives de transformation numérique. C'est ainsi que 155 jeunes âgés de 12 à 35 ans ont acquis des compétences numériques grâce à la coopération entre le SNU et les organisations de société civile (OSC) spécialisées dans ce secteur. Afin de répondre aux défis de financement majeurs auxquelles font face les OSC, le programme Tadamon a formé 19 OSC, dont sept dirigées par des femmes, à l'utilisation de campagnes de crowdfunding afin de permettre la mobilisation des financements à travers des mécanismes modernes.

Le SNU contribue également aux initiatives du gouvernement en matière de promotion de la cohésion sociale. Dans cette perspective, la région de Dikhil a organisé le premier forum de promotion de la cohésion sociale qui a réuni plus de 100 participants grâce à l'appui des Nations Unies. Après avoir acquis des compétences en matière de dialogue social et de médiation, 18 jeunes sont

devenus des ambassadeurs de la cohésion sociale grâce au soutien des Nations Unies.

En mars 2023, Djibouti a pris part au Forum ministériel sur la migration qui s'est tenu à Addis Abeba en Éthiopie, où les ministres du travail de 11 pays de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique ont discuté des politiques relatives à la migration de la main d'œuvre. A la suite de ce forum, les Nations Unies à Djibouti, en collaboration avec le ministère du travail, ont organisé une formation régionale sur les accords bilatéraux de migration de travail et le recrutement éthique destinée aux fonctionnaires du ministère du travail, du ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, du ministère de l'intérieur, ainsi qu'aux agences de recrutement locales.

Sur le volet de la culture, Djibouti a été sélectionné en mai 2023 pour bénéficier du programme UNESCO-Aschberg, visant à renforcer le statut des artistes et des professionnels de la culture à travers des ateliers de renforcement des capacités, l'élaboration de textes législatifs et des initiatives de protection sociale. Ce projet, en partenariat avec le ministère de la jeunesse et de la culture, vise à améliorer les conditions sociales et économiques des artistes à Djibouti.

LE XEEDHO À L'UNESCO

En décembre 2023, Djibouti a célébré sa première inscription d'un élément sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO, avec le *xeedho*.

Le *xeedho* est un plat offert par une belle-mère à son gendre afin de célébrer la première semaine du mariage de sa fille.

Cette reconnaissance internationale est le fruit d'efforts concertés pour préserver et promouvoir le patrimoine culturel djiboutien.

L'ONU a soutenu financièrement des programmes de formation pour les artisans et a facilité la création d'associations de praticiennes, la formation de jeunes filles et d'enseignants aux concepts de la Convention de 2003.

La préservation de pratiques comme celle du *xeedho* renforce les liens sociaux et contribue à la diversité culturelle mondiale.



2.2 Éducation, Formation & Employabilité

(Entités impliquées : OIM, PAM, UNESCO, UNHCR, UNICEF)

L'appui technique au ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFOP) dans les exercices de coordination et de planification sectorielle, de revue, de collecte et d'analyse des données est une priorité pour les Nations Unies à Djibouti.

Le *Global Partnership for Education* (GPE) soutient l'éducation à Djibouti en finançant le renforcement des capacités du système éducatif. Le SNU a appuyé le MENFOP dans la préparation et la soumission de requêtes de financements qui ont permis de finaliser le développement du pacte de partenariat et d'identifier les facteurs favorables. Ceci a permis de renforcer la planification sectorielle intégrant la notion de genre et la coordination sectorielle en formant les fonctionnaires aux niveaux central et décentralisé.

Le SNU a également soutenu des campagnes

de communication pour le changement de comportement en faveur de la scolarisation des filles dans trois régions de l'intérieur (Ali Sabieh, Dikhil et Obock), en milieu périurbain et autour des trois écoles rurales intégrées, ciblant particulièrement les barrières liées à la scolarisation des filles et les rapports de pouvoir genrés. Grâce au soutien apporté aux centres Lire-Écrire-Compter à travers leur programme d'éducation non formelle, 762 élèves, dont 352 filles et 33 enfants à besoins spéciaux, ont pu acquérir des compétences de base essentielles à l'amélioration de leur niveau de vie.

L'éducation des enfants non scolarisés a également été appuyée dans le cadre du Programme accéléré de l'éducation triannuel avec l'impression de 20 000 livrets de français et de mathématiques pour les niveaux 1 et 2. La scolarisation des jeunes filles vivant en zone rurale a été renforcée grâce



à la construction et à la réhabilitation des écoles rurales intégrées, dont trois écoles dans les zones de Balbala 13 et Balbala 14.

Par ailleurs, comme chaque année, le SNU, à travers le MENFOP, a procédé à la distribution de kits scolaires (*Early Childhood Development kits*) au bénéfice de 5083 enfants réfugiés, dont 2309 filles, dans les trois villages de réfugiés du pays, permettant de soutenir les efforts du gouvernement pour encourager la scolarisation de ces enfants qui nécessitent un environnement stable pour apprendre, s'épanouir et réaliser leur plein potentiel.

Malgré ces avancées, la qualité et l'inclusion de l'éducation reste un défi dans le pays. Cela se justifie par le fait que de nombreux élèves quittent l'école sans avoir acquis les compétences nécessaires pour accéder à un emploi décent, bénéficier d'une formation qualifiante ou pour développer des stratégies innovantes d'engagement économique.

Dans le cadre de l'acquisition des compétences de vie courantes, le SNU, à travers les organisations non gouvernementales (ONG), a renforcé les capacités de 3500 adolescents, dont 1970 filles, sur la promotion de la scolarisation des filles et de la masculinité positive.

Les Nations Unies ont joué un rôle déterminant dans la promotion des ressources éducatives libres (REL). Un dialogue stratégique a été organisé en avril, en collaboration avec le MENFOP et d'autres partenaires éducatifs qui vise à renforcer l'accès équitable et inclusif aux ressources éducatives matérielles et numériques, qui a permis de développer des politiques et des stratégies nationales pour la production et la diffusion des REL.

L'Initiative nationale d'éducation au développement durable (EDD), organisée en novembre 2023 par le SNU en collaboration avec le MENFOP, le ministère de l'environnement et du développement



durable (MEDD) et d'autres partenaires, a réuni divers acteurs pour l'élaboration d'une stratégie nationale sur l'éducation au développement durable, visant à intégrer les principes de durabilité dans les politiques éducatives et à renforcer les capacités institutionnelles. Les résultats de cet atelier incluent la création d'un groupe de travail national chargé de la mise en œuvre et du suivi des activités liées à l'EDD, ainsi que l'identification des domaines prioritaires pour l'action future.

Dans le même mois, l'ONU à Djibouti a soutenu la participation active de deux jeunes délégués Djiboutiens au 13e Forum de la jeunesse de l'UNESCO à Paris, portant la voix des jeunes djiboutiens dans le débat mondial sur le climat. Cet événement a permis de sensibiliser la jeunesse djiboutienne aux enjeux des changements climatiques et à promouvoir l'action environnementale locale, mettant en avant l'importance de l'implication des jeunes dans les initiatives climatiques et le soutien continu des Nations Unies à l'autonomisation des jeunes.

RÉSULTATS CLÉS DANS LES DOMAINES DE L'EMPLOI, L'ÉDUCATION ET L'EMPLOYABILITÉ



151 786 élèves de la classe pré-primaire, dont **70 463 filles**, sont scolarisés jusqu'à l'enseignement secondaire.



762 élèves, dont **352 de filles et 33 enfants à besoins spéciaux**, profitent des centres Lire-Écrire-Compter pour acquérir des compétences de base.



8206 femmes vivant en zones urbaines et rurales alphabétisées et **5 centres d'autonomisation** des femmes réhabilités et équipés.



974 filles et jeunes femmes ont bénéficié de programmes de formation professionnelle.



250 filles et femmes ont été conseillées dans les centres d'autonomisation des femmes à travers le pays.



35 femmes de six coopératives ont augmenté leurs chiffres d'affaires annuels de plus de 50% grâce à la tenue d'une foire commerciale.



50 jeunes filles issues de zones rurales sont devenues indépendantes grâce à une formation à l'entrepreneuriat.



155 jeunes âgés de 12 à 35 ans ont acquis des compétences numériques.



19 OSC, dont **sept dirigées par des femmes**, savent aujourd'hui mener des campagnes de crowdfunding.



5083 enfants réfugiés, dont **2309 filles**, ont bénéficié des kits *Early Childhood Development* pour leur scolarisation.



3500 adolescents, dont **1970 filles**, ont renforcé leurs capacités sur la promotion de la scolarisation des filles et de la masculinité positive.



21 unités de production gérées par des personnes handicapées sont devenues des MPME.

Le challenge vidéo « Soyez le Changement » fait parler les jeunes

Dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse, le SNU à Djibouti a lancé de juillet à août 2023 une campagne participative en ligne sous le thème « Soyez le Changement ».

La campagne sous cette forme de challenge vidéo invite les jeunes djiboutiens à soumettre des vidéos sur leurs engagement et actions pour le développement durable afin de mettre

en avant le rôle des jeunes en tant qu'agents de changement positif et d'innovation au sein de leurs communautés.

Une cérémonie de remise des prix a été organisée durant laquelle ont été projetées les vidéos gagnantes qui abordaient, entre autres, les thèmes de l'égalité des genres, le changement climatique et l'innovation socio-économique.





2.3 Santé, Nutrition, Eau, Hygiène, Assainissement

(Entités impliquées : FNUAP, HCR, OIM, OMS, PAM, PNUD, UNICEF)

En 2023, le SNU a soutenu le ministère de la santé dans la mise en œuvre d'activités de nutrition pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, ainsi que chez les femmes enceintes et allaitantes.

Un exercice intersectoriel d'analyse de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (classification IPC) dans le pays a été menée en collaboration avec les ministères de l'agriculture et de la santé, avec pour but d'informer et de guider la prise de décision pour la planification programmatique. Une autre enquête sur la couverture des interventions nutritionnelles et la qualité du programme de prise en charge intégrée de la malnutrition, menée dans les trois régions prioritaires du pays, a permis de souligner la faible couverture (moins de 50% dans les régions concernées) et les lacunes de la qualité de prise en charge.

Dans le cadre du programme de traitement, 7691 enfants (6-59 mois), 3899 femmes enceintes et allaitantes, 2295 personnes affectées par le VIH et 1157 personnes atteintes de la tuberculose ont reçu 201 tonnes de produit de supplémentation nutritionnel à travers les centres de santé. Le programme de prévention a quant à lui permis la distribution de 54 tonnes de produit de supplémentation nutritionnel à environ 3590 enfants (6-59 mois) et 2280 femmes enceintes et allaitantes. Les données de surveillance indiquent un taux de récupération de 69%, un taux de mortalité de 2%, un taux de non-récupération de 4% et un taux de défection de 25% pour les enfants, en notant des taux inférieurs dans les zones rurales dus principalement aux difficultés d'accès.

Des messages nutritionnels ont également été délivrés par une approche sensible au genre, garantissant l'inclusion des hommes et des femmes. Un réseau de 400 mères conseillères a reçu une formation sur la nutrition, alignée sur le Programme National de Solidarité Famille (PNSF) ainsi que des équipements pour le dépistage de la malnutrition. Grâce à cela, près de 2 390 séances de sensibilisation ont été organisées entre juillet et décembre à travers le pays, atteignant 21 872 parents, dont 2 064 hommes et 19 808 femmes, et 33 449 personnes ont été dépistées, dont 10 621 femmes enceintes et allaitantes et 22 828 enfants.

Poursuivant son engagement envers le programme de protection sociale sensible à la nutrition, le SNU a continué ses efforts pour intégrer les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose, groupe marginalisé dont la situation de sécurité alimentaire a connu une nette détérioration en 2023, comme souligné par l'augmentation de leur recours aux stratégies de survie. Au moins 323 personnes affectées par le VIH ont ainsi reçu une aide directe des Nations Unies qui ont appuyé leur enregistrement progressif dans le registre social national, en collaboration avec le ministère des affaires sociales et des solidarités (MASS).

Par ailleurs, un soutien technique a été apporté au ministère de la santé pour le développement d'un Plan national multisectoriel de nutrition sur cinq ans dont l'objectif est d'améliorer la coordination et de définir les rôles et responsabilités de chaque partie prenante. Le SNU continue d'appuyer le ministère de la santé pour la mise à jour des directives nationales en matière de nutrition afin de les aligner avec les dernières recommandations de l'OMS sur la prévention et la gestion de l'émaciation, avec une conclusion prévue en avril 2024.

Dans le domaine de la survie et du développement de l'enfant, les Nations Unies ont appuyé le ministère de la santé dans l'élaboration et la validation de la Politique de santé communautaire, la prochaine étape étant l'élaboration de ses stratégies et plans opérationnels. En ce qui concerne la stratégie d'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, l'élaboration d'une stratégie triennale de triple élimination (VIH-Syphilis et Hépatite B) a été appuyée.

Dans le domaine de la lutte contre le paludisme, les résultats sont encourageants en matière d'accessibilité et de disponibilité des services de dépistage. L'efficacité des protocoles du Programme national de lutte contre le paludisme est soulignée par un taux d'exécution de 100% et un taux de couverture pour le traitement des cas confirmés à près de 97%. La pulvérisation intradomiciliaire à effet rémanent a également dépassé la cible fixée, atteignant un taux de couverture de 90,33%, cruciale pour réduire la densité des vecteurs de paludisme dans les zones

ciblées. De plus, dans l'objectif de prévenir contre le paludisme, le SNU a soutenu le ministère de la santé pour la distribution de 12 500 moustiquaires MILDA au bénéfice de la population incluant les migrants, les réfugiés et la population hôte.

En ce qui concerne le programme de lutte contre la tuberculose, 2 218 cas ont été diagnostiqués comme TB-S (tuberculose sensible aux médicaments) et 60 cas comme TB-MDR (tuberculose multirésistante), avec un taux de succès thérapeutique s'élevant à 84.70% et celui de la TB-MDR de 70%. Dans le but de renforcer les infrastructures existantes, le SNU a accompagné le ministère de la santé pour mener une évaluation des laboratoires et a appuyé la modernisation des techniques de diagnostic.

Dans l'objectif de ne laisser personne de côté, les populations migrantes ont pris part à des activités communautaires et des discussions individuelles et de groupe qui aident à répondre aux besoins psychologiques. Pour cela, des formations sur



la protection, la santé mentale et le soutien psychosocial ont été dispensées.

Par ailleurs, une évaluation de la performance et du niveau de conformité aux bonnes pratiques de stockage et de distribution de la centrale d'approvisionnement et d'achat des médicaments (CAMME), chargée du stockage et de la distribution des intrants sanitaires, a été réalisée sur une base trimestrielle. Des renforcements de capacités ont été réalisés auprès des responsables des entités impliquées, menant à une nette amélioration de la performance de gestion des stocks et approvisionnements qui est passée de 87% en 2022 à 92% en 2023.

La production et disponibilité des données auprès des partenaires nationaux étant essentielles aux interventions en matière de santé, le SNU a fourni un soutien technique et matériel au déploiement de la plateforme de DHIS2, en vue de faciliter la remontée des données, permettant au Ministère de la santé de renforcer la disponibilité des données épidémiologiques en temps réel.

En parallèle, tout au long de l'année écoulée, le SNU, à travers la subvention du Fonds Mondial, a soutenu le gouvernement dans la réalisation d'avancées significatives dans le renforcement de la résilience du système de santé, notamment sa capacité à résister aux chocs pour une réponse rapide et efficace aux maladies prioritaires.

Dans le domaine de l'accès à l'eau, le SNU a priorisé l'appui au gouvernement pour le renforcement du système d'approvisionnement en eau, notamment pour les ménages en milieu rural, plus vulnérables aux effets du changement climatique.

C'est ainsi qu'un système de pompage solaire d'une capacité de 7 kW a été installé à Sankal (région de Dikhil) au bénéfice de 300 ménages enclavés, qu'une étude diagnostic pour la solarisation de



36 forages fonctionnant à l'énergie thermique a été menée en collaboration avec le ministère de l'agriculture, de l'eau, de la pêche et de l'élevage, chargé des ressources hydrauliques, et que 4800 personnes supplémentaires vivant en milieu rural ont pu accéder à un service de base d'eau potable durable et résilient aux changements climatiques grâce au soutien financier et technique des Nations Unies. Afin de garantir la pérennisation de ces services, le SNU a appuyé la mise en place de comités communautaires pour assurer la gestion des installations dans six communautés.

Dans le cadre de la réponse aux urgences, les interventions soutenues par le SNU ont également fourni à 13 930 personnes des quantités suffisantes d'eau potable, à 1 080 personnes des installations sanitaires et a permis de doter environ 35 000 personnes des connaissances renforcées en matière de bonnes pratiques d'hygiène.

En matière d'hygiène, 124 élèves ont bénéficié d'un accès aux services améliorés en eau, hygiène et assainissement dans leur école.

En partenariat avec le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle et des ONG et dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la gestion de l'hygiène menstruelle, le SNU a contribué à sensibiliser 15 886 jeunes filles

et femmes sur la gestion de l'hygiène menstruelle dont 8 046 jeunes filles scolarisées parmi lesquelles 1534 jeunes filles vulnérables ont bénéficié de la distribution de serviettes hygiéniques.

RÉSULTATS CLÉS DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ, LA NUTRITION, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT



Le plan national multisectoriel de nutrition est développé.



12 132 enfants de 0-23 mois ont été vaccinés contre la rougeole.



4800 personnes vivant en milieu rural ont bénéficié d'un accès à un service de base d'eau potable.



209 135 tests de paludisme ont été effectués et **37 589 cas** de paludisme ont été traités.



33 postes de santé et unités de nutrition ont été réhabilités dans les régions.



13 930 personnes ont reçu un accès à l'eau potable en situation d'urgence.



15 498 personnes migrantes et des communautés hôtes ont été sensibilisées dans la ville de Djibouti dont **1613 femmes enceintes**.



2295 personnes placées sous traitement antirétroviral.



1080 personnes ont bénéficié d'installations sanitaires d'urgence.



25 982 tests du VIH ont été réalisés.



3859 personnes ont bénéficié de soins médicaux dans les centres de l'OIM.



7691 enfants (6-59 mois), **3899 PBW/G**, **3735 personnes** affectées par le VIH ainsi que **1157 personnes** atteintes de la tuberculose ont reçu 201 tonnes de produit de supplémentation nutritionnel.



Le score de la performance de la CAMME est passé de **87% en 2022 à 92% en 2023**.



100 sage-femmes ont bénéficié de formations sur les infections de l'appareil reproducteur.



21 872 parents, dont **2064 hommes** ont été sensibilisés sur la malnutrition.



15 886 jeunes filles et femmes, dont **8046 jeunes filles scolarisées**, ont été sensibilisées sur la gestion de l'hygiène menstruelle.



1000 sacs mortuaires octroyés au ministère de la santé pour répondre aux urgences.



33 449 personnes dépistées de la malnutrition, dont **10 621 PBW/G** et **22 828 enfants**.



1534 jeunes filles vulnérables ont bénéficié de la distribution de serviettes hygiéniques.



4846 enfants malnutris sévères et **6318 enfants** malnutris modérés ont été admis et traités et **3314 enfants** (6-59 mois) supplémentés en vitamine A.



38 464 personnes, y compris des migrants, ont suivi des formations sur les bonnes pratiques d'hygiène.



2.4 Protection sociale

(Entités impliquées : OIM, PAM, PNUD, UNICEF)

Les Nations Unies poursuivent leur soutien au gouvernement dans l'application des politiques pour faire face aux multiples défis de développement du pays tels que la pauvreté, l'inégalité, l'exclusion et la vulnérabilité.

Dans cette perspective, les Nations Unies ont renforcé les capacités institutionnelles et soutenu l'élaboration de la Stratégie nationale de protection sociale pour 2023-2027, en assurant que les enfants soient priorités dans ce processus et que la stratégie intègre une dimension sensible aux chocs. De plus, le SNU a soutenu l'élaboration de la Politique nationale de la jeunesse et de la culture, la Politique nationale du genre, l'institutionnalisation du genre et l'examen à mi-parcours de la Stratégie nationale du handicap.

Des initiatives de résilience ont par ailleurs été mises en œuvre, bénéficiant à plus de

30 000 personnes, qui visaient non seulement à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, mais également à renforcer le système national de protection sociale, jetant ainsi les bases d'une durabilité à long terme.

Plus de 137 000 personnes (12% de la population) sont couvertes par le programme de protection sociale nationale non contributive grâce à l'appui technique continu du SNU.

En outre, le SNU a contribué à la mise en œuvre réussie du programme national de protection sociale, en particulier le Programme national de solidarité famille (PNSF) sous la tutelle du MASS, grâce auquel 18 000 personnes ont bénéficié d'une aide en espèces. L'impact positif du programme sur la sécurité alimentaire se mesure par la réduction de la proportion de bénéficiaires ayant un faible niveau de consommation alimentaire



(32% en 2021 à 16% en 2023). En outre, le SNU a soutenu le MASS dans le renforcement du PNSF global en utilisant le registre social national comme outil d'identification et de ciblage, ce qui a permis d'introduire, en collaboration avec le MASS et le ministère de la santé, une nouvelle initiative de bons alimentaires.

Des initiatives ont aussi permis l'inclusion de 743 ménages de réfugiés dans le PNSF, qui ont été inscrits au registre social national et reçu des transferts d'argent. Malgré cette aide, 40% des bénéficiaires ont eu recours à des stratégies d'adaptation négatives, soulignant leur vulnérabilité en raison d'un accès limité aux opportunités de subsistance et des prix des denrées alimentaires élevés.

En outre, les capacités de fournisseurs et détaillants de produits alimentaires ont été renforcés en termes de qualité et de sécurité des aliments, dans le but d'améliorer l'accès, l'apport nutritionnel et la qualité de la nourriture des bénéficiaires de programmes tels que le transfert de type monétaire et les programmes de protection sociale tels que « l'initiative des bons alimentaires frais ». Ce soutien a également bénéficié aux autres consommateurs achetant leurs produits alimentaires auprès de ces fournisseurs et détaillants de produits alimentaires sur les marchés locaux.

Au-delà de ses activités internes, les Nations Unies ont renforcé les aspects de responsabilisation et de protection du filet de sécurité nationale en finançant les salaires de 12 agents dans six des treize guichets sociaux stratégiquement situés à travers le pays depuis avril 2023, qui jouent un rôle clé dans l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, contribuant par ailleurs au fonctionnement efficace du mécanisme de retour d'information des communautés au PNSF.



En octobre 2023, le SNU, en appui au MASS et au ministère de la santé a lancé un projet pilote alimentaire à Djibouti ville, visant à améliorer la diversité alimentaire des ménages en fournissant 5000 DJF (environ 25 USD), en supplément aux 10 000 DJF (56 USD) fournis par le PNSF, à 700 ménages, notamment aux femmes, filles enceintes ou allaitantes et aux enfants de moins de cinq ans, pour l'achat exclusif de fruits frais, légumes, viande et produits laitiers. Cette initiative vise notamment à fournir des données qualitatives pour appuyer l'élaboration de stratégies de protection sociale sensibles à la nutrition.

Au cours de l'année 2023, il a été constaté une augmentation de l'identification de migrants en situation vulnérable dans le cadre des évaluations de protection se concentrant sur les personnes ayant des besoins spécifiques, tels que les problèmes de santé, les survivants de violences basées sur le genre (VBG) et les enfants non accompagnés dans les régions. Les migrants bloqués et en transit ont reçu des services d'assistance le long des routes migratoires à

Ali Sabieh, Dikhil, Djibouti, Obock et Tadjourah, qui incluent l'alimentation, des abris sûrs, des référencement en lien à l'aide juridique, des services de protection de l'enfance, l'accès aux soins de santé et un soutien en santé mentale. Au total, 5127 personnes ont reçu cette assistance par l'intermédiaire des centres de l'OIM, dont 695 femmes et 458 enfants.

Les Nations Unies priorisent également l'allègement de la pression sur les ressources locales de la communauté d'accueil, favorisant ainsi l'inclusion et la résilience des communautés. Pour cela, les Nations Unies ont répondu aux besoins immédiats des migrants vulnérables et des communautés d'accueil en fournissant des kits de dignité adaptés et sensibles au genre à 11 443 personnes.

Près de 2550 migrants ont par ailleurs bénéficié d'une aide au retour volontaire. En effet, dans le cadre des programmes de réinstallation des réfugiés au Canada et aux États-Unis, les Nations Unies, en collaboration avec le Haut-commissariat du Canada, l'ambassade des États-Unis ainsi que les agences gouvernementales concernées, ont permis à 68 réfugiés de se réinstaller au Canada.





2.5 Développement équitable des régions

(Entités impliquées : FAO, OIM, PNUD, PNUE)

En 2023, le SNU a soutenu la réalisation d'une étude de référence sur la biodiversité marine et côtière des nouvelles aires marines protégées (AMP), ainsi que l'élaboration des plans de gestion 2022-2026 pour l'aire marine protégée du golfe de Tadjourah avec les différents partenaires impliqués dans leurs mises en œuvre. Un plan d'installation et de suivi des mouillages dans les quatre nouvelles AMP du golfe de Tadjourah a également été développé.

En matière de renforcement des capacités, le SNU avec le MEDD a soutenu la formation de 53 écogardes et pêcheurs sur les bases de la biologie de la conservation, à la familiarisation avec l'environnement récifal et aux espèces menacées. 60 femmes et quatre hommes ont reçu une formation sur la création et la structuration d'associations dans les sites du Goubet, Kalaf, Rasali et Sagalou. De plus, 48 pêcheurs ont vu leurs

compétences renforcées dans la protection de la biodiversité marine et côtière. Ces bénéficiaires jouent un rôle clé dans la sensibilisation à la pêche durable et à l'importance du respect des règles régissant ce secteur dans la région de Tadjourah. Au total, 101 écogardes et pêcheurs ont vu leurs capacités renforcées et se sont engagés dans la protection de la biodiversité.

Par ailleurs, le SNU a soutenu le MEDD dans la construction de locaux pour la fabrication et la vente de produits artisanaux sur les sites d'Arta plage, Goubet, Kalaf, Ras Ali et Sagalou qui offrent désormais aux associations un espace pour entreprendre des activités économiques durables. Au total, 239 femmes ont bénéficié de formations en couture, restauration de la biodiversité, formation de poissonniers, écotourisme et mènent des activités génératrices de revenus pour améliorer leurs moyens de subsistance.



L'unité de recyclage, 'La Fabrick', située à Obock, a amélioré son activité grâce à une nouvelle micro-usine conteneurisée. Cette initiative répond aux préoccupations environnementales tout en offrant des possibilités économiques aux membres les plus vulnérables de la communauté d'accueil. Au total, 20 collecteurs de plastiques ont bénéficié de transfert monétaire et six personnes issues des communautés vulnérables d'Obock ont reçu des offres d'emploi dans l'unité de recyclage d'Obock. Par ailleurs, 20 panneaux solaires ont été installés à Obock.

Dans le cadre d'un financement conjoint pour l'accélération de l'atteinte des ODD, le SNU a appuyé le Secrétariat exécutif en charge de la gestion des risques et des catastrophes dans le renforcement des capacités décentralisées au niveau des bureaux régionaux. Cette collaboration a permis l'ouverture des bureaux régionaux en charge de la gestion des crises et des catastrophes et des formations pratiques sur le terrain ont été également organisées pour les points focaux de chaque région. Les comités de gestion des risques et des catastrophes dans les régions ont été réactivés à travers ce projet, contribuant à renforcer les institutions et les mécanismes de gouvernance pour faire face aux crises.

Depuis 2014, les Nations Unies collaborent étroitement avec le MEDD pour mettre en place des actions et mesures pour protéger les écosystèmes fragiles à Djibouti. Dans cette optique, le MEDD soutenu par les Nations Unies a mis en œuvre des mesures d'adaptation dans les écosystèmes fragiles des plaines centrales de Djibouti grâce au financement du Fonds pour l'environnement mondial à travers le Fonds pour les pays les moins avancés. Les Nations Unies ont soutenu la conduite d'études de modélisation climatique et d'évaluation de la vulnérabilité et les principaux résultats ont été communiqués aux décideurs politiques lors de trois ateliers organisés en mars 2023 à Djibouti-ville, Dikhil et Tadjourah.



Au total, 69 décideurs locaux et nationaux ont participé aux ateliers (22 à Dikhil, 23 à Djibouti-ville et 24 à Tadjourah). De plus, des sessions de renforcement des capacités pour les élèves des écoles primaires (6-11 ans) et les enseignants sur les questions de changement climatique ont eu lieu entre décembre 2022 et mars 2023 à Ad-bouya, Kalaf, Lilya-bouri et Sourate. Environ 40 élèves et leurs enseignants ont participé aux activités qui comprenaient un mélange de discussions en classe et d'activités pratiques dans les champs agricoles du projet.

2.6 Résilience des communautés

(Entités impliquées : AIEA, PAM, PNUD, UNDRR, VNU)

Les Nations Unies soutiennent le gouvernement de Djibouti pour la mise en œuvre d'actions concrètes pour la conservation de la biodiversité, l'utilisation productive et domestique de l'énergie solaire et de l'eau qui ont bénéficié à 412 853 personnes, dont 394 210 femmes et 13 957 jeunes, notamment au sein des populations les plus vulnérables.

Le SNU a contribué à la réalisation d'études sur la dégradation des sols, la conservation, l'évaluation prospective des besoins en eau dans les zones rurales et le pastoralisme qui ont permis d'élaborer le premier plan de gestion intégré du Bassin versant de l'oued de Chekheti dans la région de Dikhil.

Dans le cadre de la composante d'atténuation, l'initiative régionale portée par les Nations Unies, intitulée « *Africa Minigrid Programme* », qui couvre 21 pays, a débuté à Djibouti en janvier 2023 dans

les villages cibles de Khor-Angar et Yoboki, où la construction de deux centrales solaires est prévue pour l'année 2024. De plus, 1700 ménages ont bénéficié de l'achat de 212 tonnes d'aliments pour nourrir leurs bétails grâce au soutien des Nations Unies, qui ont également initié la construction de six réservoirs d'eau d'irrigation de 40m³, ainsi que leurs conduites.

Pour répondre aux besoins des réfugiés en matière de bois de chauffage tout en préservant les ressources forestières, les Nations Unies ont mis en œuvre, avec le soutien financier de l'Union Européenne, un projet visant la gestion durable des prosopis, comprenant la coupe et la transformation en charbon.

Afin d'appuyer le plaidoyer en faveur de la prise en compte des spécificités liées aux enfants et aux jeunes dans les initiatives d'adaptation au



changement climatique et soutenir la mobilisation des ressources pour des actions intégrées de résilience communautaire, les Nations Unies ont soutenu la conduite d'une étude sur l'impact du changement climatique sur les enfants à Djibouti.

Dans le domaine des migrations, le SNU a soutenu le gouvernement de la République de Djibouti dans la mise en œuvre des engagements de la Déclaration ministérielle de Kampala sur les migrations, l'environnement et le changement climatique par le biais de diverses initiatives à travers la participation aux groupes de travail d'experts. Au total, 52 membres du gouvernement ont pris part à des sessions de formations sur la résilience des communautés et les changements climatiques au niveau national et régional.

Par ailleurs, des activités de renforcement des capacités sur le thème de la migration, l'environnement et le changement climatique, auxquelles ont pris part 175 personnes, dont près de 25% de femmes, ont été menées pour la première fois en 2023, visant à intégrer les migrations environnementales dans les stratégies gouvernementales. Des ateliers de formation et de sensibilisation sur le lien entre la migration, le changement climatique ainsi que le renforcement de la résilience au changement climatique ont permis à 115 jeunes de discuter des liens entre les migrations et les écosystèmes et des défis et solutions existants. Les migrants hébergés au sein du centre d'orientation et d'assistance aux migrants à Obock ont été impliqués dans des activités de préservation de l'environnement par le biais d'une pépinière, favorisant la réduction du stress et la cohésion sociale.

Dans l'objectif de mieux gérer les impacts des crises liés à la sécheresse et à la guerre en Ukraine, le SNU a mobilisé un fonds conjoint dédié à l'atteinte des ODD pour appuyer le ministère du commerce dans l'amélioration de la collecte des



données, le suivi des prix et la mise en place des mesures appropriées. Des études ont été réalisées sur le fonctionnement du marché intérieur, la gestion des entrepôts et des stocks alimentaires, ainsi que les capacités de stockage des produits alimentaires de première nécessité.

Cette collaboration a contribué à moderniser le cadre réglementaire et à réactualiser les textes juridiques liés à la régulation du commerce intérieur et a permis la réactivation d'une cellule de vérification de la direction du commerce intérieur au niveau de la douane pour le suivi et le contrôle des prix lors des crises, renforçant ainsi les capacités de contrôle et de détection des pratiques illégales.



2.7 Protection des groupes vulnérables

(Entités impliquées : HCDH, OIM, PAM, UNFPA, UNHCR, UNICEF)

Au cours de l'année 2023, le SNU a appuyé la validation de la nouvelle Politique nationale du genre 2024-2030 qui garantit l'égalité et l'équité du genre de manière multidimensionnelle et multisectorielle et engage les institutions nationales dans une approche intégrée des politiques publiques sensibles au genre. Elle a servi de référence pour la formulation de la première Stratégie nationale sur les violences basées sur le genre (VBG) 2024-2028 qui vise à harmoniser la réponse nationale et multisectorielle en matière de violences basées sur le genre y compris les mutilations génitales féminines (MGF).

Les Nations Unies ont également appuyé, grâce à un financement de la coopération internationale italienne, le lancement du premier One Stop Center pour les MGF à l'Hôpital de Balbala.

Une plateforme digitale du système de gestion de l'information sur les VBG (GBVIMS) a été créée, qui est opérationnelle au niveau des structures d'appui de la police judiciaire, de la santé et du social, avec plus d'une centaine de prestataires de services sociaux, de santé et de justice formés sur son utilisation. Le GBVIMS a permis d'appuyer la mise en place d'un comité de coordination de gouvernance multisectorielle de la réponse nationale.

Prenant en compte l'aspect culturel des questions liées aux violences faites aux femmes et aux filles, une analyse de l'enquête sur les normes sociales et les facteurs comportementaux liés aux MGF et une étude sur l'engagement des hommes et des garçons contre les MGF ont été réalisées, qui ont montré un taux de prévalence de 41% de filles excisées sur la tranche d'âge 0-17 ans et confirmé une disparité entre les régions, tandis que plus de la moitié des répondants indiquent leur intention d'exciser leurs filles.

Le ministère de la femme et de la famille, avec le soutien des Nations Unies, a incité l'engagement des hommes et des garçons en lançant un débat national créant un espace de réflexion sur la notion de masculinité positive comme facteur favorisant l'accélération de l'abandon des MGF et la prévention des VBG, qui a mené à la mise en place d'un mouvement social d'hommes engagés à accélérer l'abandon des MGF et à lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles.

Dans ce cadre, l'association « Caravanes et Savoirs du Désert », en partenariat avec le SNU, œuvre pour la mobilisation communautaire, avec l'implication de la société civile dont des auteurs, intellectuels, écrivains et artistes influents, par le biais d'ateliers de réflexion et d'activités communautaires mensuelles touchant un total de plus de 1000 jeunes garçons et 1500 filles.



Les Nations Unies soutiennent également les actions communautaires locales du réseau Elle&Elles pour développer un réseau d'échange, d'informations, d'orientations et de soutien aux femmes et aux filles en situation de vulnérabilité, qui ont touché plus de 4000 personnes des quartiers de Djibouti dont plus 3600 femmes. Afin de renforcer le réseau, six nouvelles associations ont été identifiées, huit nouvelles paire -éducatrices ont été formées, et près 100 membres du réseau ont bénéficié de formations.

De plus, en collaboration avec les leaders communautaires et religieux dans le cadre d'un programme conjoint des Nations Unies pour l'abandon des MGF, près de 55 300 personnes ont pris part à des séances de sensibilisations visant à renforcer notamment l'engagement des jeunes.

Cela s'est traduit par leur participation aux journées zéro tolérance contre les MGF, aux

journées de l'enfant africain et des droits de l'enfant et à l'intégration de Djibouti à la phase IV du programme global pour l'élimination des MGF.

Au niveau décentralisé, l'engagement des « mutuelles communautaires », qui comprennent 52 mutuelles réparties dans les localités des cinq régions comptant plus de 35 000 bénéficiaires a été appuyé.

Les communautés ont été mobilisées dans une approche participative lors d'actions de sensibilisation autour des questions prioritaires telles que la planification familiale, la prévention de VBG, y compris les MGF, mais également de l'alphabétisation, de la santé de la mère et de l'enfant, de la réalisation des investissements sociaux éducatifs, ainsi que de l'assainissement et de la restauration de l'environnement.





Des séances de sensibilisation et de formation sur la gestion des cas et des services pour les personnes victimes de la traite, ont également été organisées, incluant le ciblage, le dépistage, l'identification et la détermination du statut des victimes de traite, à l'attention de représentants de la société civile, des jeunes, des associations de femmes ainsi que d'autres partenaires.

Dans le cadre du renforcement du système de protection de l'enfant, l'appui des Nations Unies a permis à 602 enfants en mouvement de bénéficier d'un appui psychosocial et de services sociaux de base.

Dans la continuité de l'appui fourni au ministère de l'intérieur à travers la Direction générale de la population pour l'obtention des actes de naissance, 15 000 enfants ont pu obtenir leurs actes de naissance et 225 enfants victimes de violence de tous types ont été pris en charge par la plateforme nationale de protection de l'enfant.

Grâce au partenariat solide avec les organisations de la société civile et les ONG, 2697 enfants vulnérables (dont 505 filles) ont pu bénéficier d'un accès aux services de protection essentiels tels que l'éducation et les soins de santé.

Enfin, en matière de prévention de l'exploitation et des abus sexuels, les partenariats avec la société civile ont permis la participation de 350 personnes dont 210 femmes et jeunes filles à des séances de sensibilisation sur la protection et les droits des enfants, ainsi que sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels.

2.8 Bonne gouvernance

(Entités impliquées : FAO, FNUAP, HCDH, HCR, OIM, PAM, PNUD, UNDRR, UNESCO, UNODC)

En 2023, les Nations Unies ont soutenu la révision des contributions déterminées au niveau national pour améliorer la résilience du pays et des communautés face au changement climatique.

Cette révision est cruciale car elle permet à Djibouti de réévaluer et d'actualiser ses engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux impacts du changement, offrant une opportunité de renforcer les stratégies nationales pour faire face aux défis climatiques.

Le ministère de la justice, avec le soutien des Nations Unies, a élaboré une vision et une feuille de route pour une stratégie pour la justice, alignée sur la prochaine phase du plan national de développement pour 2025-2029 et visant la modernisation du secteur de la justice.

Les Nations Unies ont également appuyé le développement des programmes de formation de l'École nationale d'études judiciaires et l'organisation d'une formation dispensée par des juristes internationaux à ses étudiants. Avec l'obtention du diplôme de la première série de magistrats (12 francophones et 6 arabophones) et d'administrateurs judiciaires (7 francophones et 2 arabophones) formés par l'École nationale d'études judiciaires qui sont entrés en fonction vers la fin de l'année 2023, les capacités humaines du système judiciaire ont été considérablement renforcées.

De plus, un soutien essentiel a été apporté à l'amélioration de l'accès à la justice. Grâce à une analyse détaillée et formulée des recommandations sur la manière de renforcer le système d'aide juridique, le budget national pour l'aide juridique a été augmenté de 11 millions de



DJF à 100 millions de DJF. Il s'agit de la première augmentation du budget depuis au moins 7 ans. Les Nations Unies ont également collaboré avec le ministère de la justice pour développer une analyse détaillée du code pénal et du code de procédure pénale. L'analyse a identifié les aspects qui devaient être révisés dans les codes pour se conformer aux engagements pris par Djibouti dans le cadre des traités internationaux et pour aligner les codes sur les meilleures pratiques en matière de droit pénal.

Dans le cadre de la réalisation des objectifs de gouvernance fondés sur des données probantes, les Nations Unies, en étroite collaboration avec le ministère des finances, ont établi un cadre de résultats pour le suivi et l'évaluation du Plan national de développement. Un atelier national intersectoriel a été organisé pour valider les indicateurs et les fonctionnaires du ministère des finances ont suivi une formation sur le logiciel « Delta » financé par les Nations Unies.

En plus de son soutien continu aux organismes anti-corruption, le SNU a également pris des mesures actives pour promouvoir la gouvernance locale de manière transparente et inclusive à Djibouti, via le renforcement des capacités des conseils régionaux et des OSC, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. La mise en œuvre de ces activités visait à donner un nouvel élan à l'engagement civique local et renforcer les capacités des autorités locales et des citoyens pour une meilleure planification et action au niveau décentralisé.

Dans le domaine de la gouvernance sur les migrations, le rôle actif de Djibouti dans la migration de main-d'œuvre et l'inclusion sociale a été confirmé en accueillant pour la première fois en 2023 un groupe de travail régional pour le Forum ministériel régional sur la migration, pour discuter des accords de migration de main-d'œuvre, du



recrutement éthique, du droit international de la migration et des droits des migrants.

En juin 2023, le ministère du travail a rejoint le *Global Policy Network* de l'OIM pour relever les défis liés au recrutement et partager les meilleures pratiques en matière d'application des politiques et des réglementations. De ce fait, les Nations Unies, en partenariat avec le Bureau national de coordination pour les migrations, ont appuyé le renforcement des capacités des membres du Groupe de travail sur les données migratoires à Djibouti dans le domaine de la collecte et de l'analyse des données sur les migrations.

Les Nations Unies ont également collaboré avec le Bureau national de coordination des migrations pour présenter la Stratégie nationale de migration et son plan d'action quinquennal, ainsi qu'un guide national d'orientation pour les migrants vulnérables. Au total, 64 points focaux gouvernementaux ont participé à ces sessions.

Par ailleurs, des formations au profit des organisations de la société civile sur le mécanisme de référencement, sur ses principes de protection, de violences basées sur le genre, de gestion des cas et sur la traite des personnes ont été dispensés pour 23 associations. Des efforts ont été également investis pour former les forces de l'ordre et les procureurs de Djibouti afin d'améliorer la coopération tout au long du processus de justice pénale, de l'identification des cas de traite et des cas de trafic, à l'investigation, jusqu'aux poursuites judiciaires.

Enfin, les Nations Unies ont contribué à faciliter des réunions entre les délégations djiboutiennes et éthiopiennes, pour des discussions sur la coopération policière et judiciaire transfrontalière dans les affaires de traite des personnes et du trafic illicite de migrants qui ont abouti à la signature d'un protocole d'accord mettant en place une équipe d'enquête conjointe entre les deux pays.

Des tournées de sensibilisation sur la gouvernance migratoire ont été menées dans les régions de l'Intérieur avec une participation au total de 115 personnes représentant les autorités locales et la société civile. De plus, une formation sur les dépouilles mortelles a été octroyée à 40 agents de première ligne, visant à fournir une expertise et des conseils au gouvernement, aux autorités locales, aux premiers intervenants et aux prestataires de services sur les méthodes d'identification des restes humains, de coordination entre acteurs impliqués au niveau national, de suivi des familles des victimes et de coordination internationale.

Dans le cadre de la sécurité maritimes, les Nations Unies ont mené des programmes de formation technique notamment dans la navigation et l'ingénierie de bateaux à l'intention du personnel chargé de l'application du droit maritime pour le renforcement des capacités nécessaires pour assurer la sécurité des eaux territoriales djiboutiennes. Les interventions visent à créer



une approche plus unifiée et plus efficace de la lutte contre la criminalité maritime et sont fortement axées sur le renforcement des canaux de communications des différentes agences impliquées pour une amélioration de la coordination régionale et de l'échange d'informations entre les parties prenantes du secteur maritime.

En matière de gestion des flux migratoires, 19 points focaux gouvernementaux, dont des agents de la police nationale et du bureau national de coordination pour les migrations, ont été formés en tant que formateurs au Centre africain de renforcement des capacités (Tanzanie). De plus, grâce à un outil d'évaluation spécialisé, les Nations Unies ont appuyé l'identification des besoins essentiels en matière d'équipement pour les opérations de recherche et de sauvetage avec les garde-côtes djiboutiens.

Dans le domaine de la promotion et de la protection des droits humains, les Nations Unies ont continué à collaborer avec divers partenaires basés à Djibouti au profit des populations les plus vulnérables. Des réunions avec une large palette d'acteurs issus du gouvernement, de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), de la société civile, et du corps diplomatique ont été tenues, durant lesquelles les débiteurs d'obligations et les détenteurs de droits ont été sensibilisés aux échéances relatives aux mécanismes internationaux des droits humains ainsi qu'à l'importance de la mise en œuvre et du suivi des recommandations émises par ces mêmes mécanismes.

En amont de l'Examen périodique universel (EPU) de Djibouti qui s'est tenu le 9 novembre 2023, les Nations Unies ont organisé trois ateliers dans la ville de Djibouti, dédiés aux OSC et aux institutions techniques telles que les comités interministériels de coordination, la CNDH, et l'Agence nationale des personnes handicapées (ANPH). L'objectif principal de ces ateliers était de renforcer la capacité des participants à s'engager de manière



significative dans le processus de l'EPU et à contribuer à la soumission de différents rapports dans les délais impartis.

Par ailleurs, en partenariat avec l'Ecole internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire, les Nations Unies ont organisé un atelier de sensibilisation sur les droits humains dans le cadre de l'enquête judiciaire auquel ont pris part des membres des forces de sécurité intérieure de Djibouti (gendarmerie, police, garde-côtes et sécurité nationale). En juillet 2023, les Nations Unies ont également soutenu la participation de Djibouti à un atelier régional sur la Convention de La Haye de 1954 organisée en République Démocratique du Congo, où des militaires féminines ont été formées à la protection des biens culturels en situation de conflit.

En partenariat avec l'ANPH, un atelier dédié à la vulgarisation des observations finales adoptées par le Comité des droits des personnes handicapées a été organisé dans le but de générer un dialogue sur les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre des recommandations.

Les Nations Unies ont fourni un soutien technique au ministère de l'intérieur, à travers le Secrétariat exécutif en charge de la gestion des risques et des catastrophes, pour améliorer la gouvernance des risques de catastrophes en vue d'atteindre la cible « E » du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (RRC). Le premier projet de stratégie et de plan d'action national de RRC a été élaboré, conformément au cadre de Sendai pour la RRC, tout en utilisant l'approche globale de gestion des catastrophes et des risques climatiques. En outre, les Nations Unies ont appuyé le ministère de l'intérieur pour élaborer un projet de termes de référence pour l'établissement d'un mécanisme national de coordination multipartite pour la RRC.

Dans le domaine du renforcement des médias et de la presse, le ministère de la communication chargé des postes et des télécommunications, appuyé par les Nations Unies et en collaboration avec l'Union de la presse francophone de Djibouti, a organisé, à l'occasion de la Journée mondiale de

la liberté de la presse en mai 2023, un événement pour discuter des défis et des opportunités dans le secteur des médias. Cet événement a rassemblé des professionnels des médias, des chercheurs, et des représentants du gouvernement pour échanger sur la liberté de la presse, l'éthique professionnelle et l'impact des nouvelles technologies de l'information. Les discussions ont permis de formuler des recommandations pour améliorer le paysage médiatique à Djibouti et renforcer la gouvernance démocratique.

L'année 2023 marquait le 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En cette année particulière, les Nations Unies ont mis l'accent sur ce document fondateur et ses principes clés lors des formations relatives aux droits humains et effectué une large distribution de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.





EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL DE DJIBOUTI

En 2023, Djibouti s'est engagé dans le 4^e cycle de l'Examen périodique universel (EPU). L'EPU est un mécanisme du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies unique en son genre. Il incite chaque État membre à procéder tous les quatre ans et demi à une évaluation par les pairs de son bilan en matière de droits humains.

Lors de cet examen, l'État examiné est invité à produire un rapport national sur la situation des droits humains dans le pays. Les rapports des parties prenantes, notamment la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et les organisations de la société civile (OSC), sont également encouragés.

Dans ce cadre, les Nations Unies ont organisé des ateliers pour le gouvernement, la CNDH et les OSC pour renforcer leurs capacités d'engagement avec le processus de l'EPU. Un rapport des Nations Unies à

Djibouti est finalement venu enrichir les informations partagées par le gouvernement et les parties prenantes.

L'examen de Djibouti a eu lieu le 9 novembre 2023, en présence d'une délégation djiboutienne dirigée par le ministre de la Justice et des Affaires Pénitentiaires, chargé des droits de l'homme. A l'issue de l'examen, 259 recommandations ont été émises par les pairs ce qui représente une augmentation de 28% par rapport au cycle précédent.

Lors de la 55^e session de Conseil des Droits de l'Homme en 2024, Djibouti indiquera sa position quant aux recommandations. Dès lors, les Nations Unies seront disponibles pour appuyer le gouvernement dans l'implémentation de celles acceptées. Les rapports et recommandations sont disponibles ici :

<https://www.ohchr.org/fr/hr-bodies/upr/dj-index>

RÉSULTATS CLÉS DANS LES DOMAINES DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA RÉSILIENCE ET DE LA GOUVERNANCE



La nouvelle Politique nationale du genre (2024-2030) a été élaborée et validée.



La première stratégie nationale VBG 2024-2028 a été élaborée et validée.



Plus de **137 000 personnes** sont couvertes par le programme de protection sociale nationale non contributive.



18 000 personnes ont bénéficié d'une aide en espèces.



700 ménages, notamment les femmes, les filles enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de cinq ans ont bénéficié d'un complément vertical au PNSF.



31 509 réfugiés et demandeurs d'asile soutenus par les Nations Unies.



743 ménages de réfugiés ont été inclus dans le PNSF.



5122 personnes migrantes ont reçu un soutien en santé mentale, et **212 personnes migrantes** ont été référencées vers des centres de soins spécialisés pour leur prise en charge.



5127 personnes migrantes ont reçu de l'eau et de la nourriture.



11 443 personnes migrantes vulnérables et des communautés d'accueil ont reçu des articles non alimentaires.



198 personnes ont bénéficié de formations sur la gouvernance migratoire, la protection, sur les VBG, la traite et le trafic.



101 écogardes et pêcheurs ont été formés sur les bases de la biologie de la conservation, à la familiarisation avec l'environnement récifal et aux espèces menacées.



239 femmes ont bénéficié de formations en couture, restauration de la biodiversité, formation de poissonniers, écotourisme et mènent des activités génératrices de revenus.



1 station laitière mise en place à Dinamali (18 femmes) et **1 station laitière** à Ad Bouya (16 familles).



412 853 personnes, dont **394 210 femmes** et **13 957 jeunes**, ont été sensibilisées et soutenues pour la conservation de la biodiversité, l'utilisation productive et domestique de l'énergie solaire et de l'eau.



1700 ménages ont bénéficié de l'achat de **212 tonnes d'aliments** pour nourrir leurs bétails.



4000 personnes, dont plus de **3600 femmes**, ont bénéficié des actions communautaires locales du réseau Elle&Elles.



15 000 enfants ont pu obtenir leurs actes de naissance.



225 enfants victimes de violence ont été pris en charge par la plateforme nationale de protection de l'enfant.



55 297 personnes ont été sensibilisées à l'abandon des MGF à travers les séances de sensibilisation conduites par les leaders communautaires et religieux.



Plus de **200 affaires** ont été traitées grâce au déploiement de **12 équipes de justice mobile** dans les régions.



Boskalis

NDEAVOR

NDEAVOR

LOARD

III. APERÇU FINANCIER

En 2023, l'ONU à Djibouti a réussi à mobiliser un total de 53 millions USD et a dépensé 48,6 millions USD avec un taux de mise en œuvre de près de 91,7%.

Répartition des ressources financières par effet du PNUAD, en 2023

EFFETS	MONTANT PLANIFIÉ (USD)	MONTANT MOBILISÉ (USD)	MONTANT DÉPENSÉ (USD)
Effet 1 : Opportunité d'emploi	1 872 685	1 872 685	1 504 539
Effet 2 : Education, formation et employabilité	3 035 345	3 035 345	2 996 754
Effet 3 : Santé, nutrition, eau, hygiène et assainissement	15 031 543	15 410 857	13 801 070
Effet 4 : Protection sociale	6 574 034	5 168 136	5 168 136
Effet 5 : Développement équitable des régions	695 623	695 623	493 042
Effet 6 : Résilience des communautés	4 443 984	4 443 984	3 481 708
Effet 7 : Protection des groupes vulnérables	15 970 978	15 750 343	15 750 343
Effet 8 : Bonne gouvernance	\$6 972 629	6 577 559	5 367 212
Total général	54 596 822	52 954 532	48 562 804

Répartition des ressources financières mobilisées par entité des Nations Unies, en 2023

ENTITÉ DES NATIONS UNIES	MONTANT MOBILISÉ (USD)
PAM	15 793 824
PNUD	14 467 228
UNICEF	8 501 223
OIM	7 058 361
HCR	3 947 402
FNUAP	1 176 908
FAO	702 480
UNODC	599 000
OMS	333 500
PNUÉ	220 143
UNESCO	92 140
UNDRR	40 000
HCDH	22 323
Total général (USD)	52 954 532

* Les domaines thématiques d'interventions correspondent aux 8 effets du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD 2018-2022) qui a été étendu en 2022 jusqu'à fin 2024.



Donateurs des Nations Unies à Djibouti, en 2023

DONATEURS	MONTANT MOBILISÉ (USD)
États-Unis d'Amérique	12 738 955
Union Européenne	12 230 373
Nations Unies	9 746 825
Fonds Mondial	3 977 001
Japon	3 773 086
Fonds Mondial pour l'Environnement	3 417 773
France	3 084 163
Allemagne	823 206
Arabie Saoudite	596 341
Norvège	513 319
Canada	430 766
Italie	367 048
Banque Africaine de Développement (BAD)	364 354
GAVI	356 117
Djibouti	123 810
Global Partnership for Education	100 042
Danemark	97 809
King Salman Humanitarian Aid and Relief Centre (KSRelief)	80 289
Royaume Uni	69 770
Bill & Melinda Gates Foundation	50 000
Suède	10 000
République de Corée	3 487
Total général (USD)	52 954 532

**Les contributions des bailleurs peuvent inclure des financements sur plusieurs années.*

ACRONYMES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ANPH	Agence Nationale des Personnes Handicapées
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme
DJF	Franc Djibouti
EPU	Examen périodique universel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GBVIMS	<i>Gender-Based Violence Information Management System</i>
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
INSTAD	Institut National de la Statistique de Djibouti
IPC	<i>Integrated Food Security Phase Classification</i>
MGF	Mutilations génitales féminines
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations non gouvernementales
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

OSC	Organisations de la société civile
PAM	Programme alimentaire mondial
PBW/G	<i>Pregnant and breastfeeding women and girls</i>
PND	Plan national de développement
PNSF	Programme National de Solidarité Famille
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RRC	Réduction des risques de catastrophes
SNU	Système des Nations Unies
UNCT	Équipe pays des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNVIM	<i>United Nations Verification and Inspection Mechanism for Yemen</i>
UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
VNU	Volontaires des Nations Unies
VBG	Violences basées sur le genre

CRÉDITS

Photographie :

©ONTD ; ©DPFZA ;
©FAO Djibouti ; ©OIM Djibouti ;
©UNFPA Djibouti ; ©PAM Djibouti ;
©PNUD Djibouti ; ©OMS Djibouti ;
©UNICEF Djibouti ; ©HCR Djibouti
©HCDH, ©BCR Djibouti

Production :

Bureau du Coordonnateur Résident
des Nations Unies à Djibouti

© 2024 Nations Unies Djibouti



DJIBOUTI



NATIONS UNIES DJIBOUTI

8^e étage, Tour Mezz, Route de Venise,

Djibouti, République de Djibouti

Email : rcs-djibouti@un.org

Téléphone : +253 21 35 13 61



<https://djibouti.un.org>



@UNDjibouti



@NationsUniesDjibouti

Pour télécharger ce rapport :

